

BUSINESS

M A G A Z I N E



LE MAGAZINE
LIFESTYLE
EN SUPPLÉMENT



SUCRE
**LA BANQUE
MONDIALE
FINALISE LES
AXES DE LA
RÉFORME**

BUSINESS

FILES

ASSURANCES
LES COURTIERS
PROACTIFS
DANS LA
REFONTE DU
SECTEUR

CSG

LES ACTUAIRES
ET L'ÉTAT
CAMPENT
SUR LEURS
POSITIONS



(MANAGING DIRECTOR DE PERIGEUM CAPITAL)

SHAMIN SOOKIA

**«LA RÉOUVERTURE
DES FRONTIÈRES
EST VITALE POUR
L'ÉCONOMIE»**

SECTEUR FINANCIER

LES OPÉRATEURS
MINIMISENT L'IMPACT DES
FINCEN FILES



[EN COUVERTURE/INTERVIEW]

EN COUVERTURE

(MANAGING DIRECTOR DE PERIGEUM CAPITAL)

SHAMIN SOOKIA
«LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES EST VITALE POUR L'ÉCONOMIE»

JUSQU'ICI, L'ÉTAT A PLEINEMENT SOUTENU LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, NOTAMMENT EN UTILISANT LE MÉCANISME MONÉTAIRE. DU COUP, ON A PU TRAVERSER LA CRISE SANS TROP DE CASSE. DÉSORMAIS, IL Y VA DE LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES DANS CES SECTEURS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA CRISE DE LIMITER LES DÉPENSES, D'ENRAYER LES PROJETS QUI NE SERAIENT PAS VIABLES DANS LE CONTEXTE ACTUEL ET DE PLANIFIER L'AVENIR DANS UN MONDE OÙ LA DONNE AURA CHANGÉ, INSISTE LE MANAGING DIRECTOR DE PERIGEUM CAPITAL.

L'économie mauricienne est sous perfusion. Certaines industries comme le tourisme et le secteur manufacturier survivent grâce à l'appui financier du Trésor public et de la Banque de Maurice à travers la Mauritius Investment Corporation. Jusqu'où tiendra-t-on le coup ?

Il y a effectivement une volonté de la part de l'État de subventionner une partie des dépenses courantes des sociétés en difficulté dans ces secteurs qui, d'une part, emploient beaucoup de personnes et, d'autre part, rapportent au pays des recettes non négligeables en devises étrangères, surtout le secteur touristique. On ne saurait imaginer ce qui se passerait si jamais il n'y avait aucune intervention de l'État. On peut se rendre compte de ce qui se passe ailleurs déjà, où les gens sont laissés à eux-mêmes.

La subvention de l'État ne se fait pas en vase clos car il y va de la responsabilité des entreprises dans ces secteurs qui sont assez gravement touchés, de limiter les dépenses, d'entrayer les projets qui ne seraient pas viables dans le contexte actuel et de planifier l'avenir dans un monde où la donne aura changé. La visibilité autour d'un retour à la quasi-normale est occultée par l'incertitude qui plane à tous les échelons sur la scène internationale. La réouverture de nos frontières est plus que nécessaire pour la survie de notre secteur touristique et d'autres secteurs qui en dépendent car il est surtout question de l'apport en devises étrangères. On en a besoin pour nos importations et d'autres échanges commerciaux à l'international. Le manque de devises rentrantes a une incidence sur la valeur de notre roupie qui normalement subit une dégradation relative en conséquence.

La Banque de Maurice et Statistics Mauritius prévoient une contraction de 12,5 % et 13 % de l'économie mauricienne respectivement, avec une destruction de valeur d'environ Rs 55 milliards. Est-ce des perspectives trop optimistes ou pessimistes ?

Au début de la pandémie, le Fonds monétaire International avait prévu une contraction de l'ordre de 6,8 % pour Maurice, un taux qui a été révisé par la suite surtout dans le contexte du dernier Budget où il était question d'un taux à double chiffres. Le ministre des Finances avait annoncé une contraction de 11 %, ce qui est très compatible avec les chiffres cités plus haut. D'ailleurs, la récession annoncée au niveau mondial allait entraîner une contraction de l'économie mondiale de l'ordre de 3 %. Un chiffre qui a plusieurs fois été revu, ce qui nous amène à un taux de contraction prévu de 4,4 % pour l'année en cours. D'après certaines analyses, les marchés émergents seront plus impactés par les effets de la pandémie car ils ont moins de moyens sur les plans médical et financier, surtout en matière de subventions de la part de l'État (*Quantitative easing*), ce qui retarderait la reprise de la croissance en général suite à la contraction de leurs économies respectives. Les derniers chiffres avancés par Fitch Ratings, une agence de notation de notoriété mondiale, font état d'une amélioration surprenante de reprise mondiale, quoique assez timide. Il serait peut-être trop tôt pour s'aventurer dans des extrapolations hasardeuses mais toujours est-il qu'on a noté un regain d'activités au niveau de certaines économies comme la Chine, par exemple, les prévisions de croissance pour l'année 2020 passant de 1,2 % à 2,7 %.

Quelles formes devrait

«LA NOTION DU RISQUE EST AUJOURD'HUI CHAMBOULÉE»



prendre la courbe de la relance : U, L ou en forme de scie ?

Durant les premiers mois suivant l'éclatement de la pandémie, des observateurs avaient partagé sur les réseaux sociaux que l'économie mondiale allait en général rebondir à la fin de l'année 2020 pour ainsi effectuer un soi-disant "V-Shape". Ils s'étaient basés sur le fait qu'on aurait vite trouvé un vaccin avec les effets positifs sur une réduction de la distanciation sociale, amenant ainsi les travailleurs à reprendre le travail dans des conditions pré-Covid-19.

La relance budgétaire et monétaire telle que prônée par la majorité des États aurait amené les économies à prendre une courbe ascendante à toute allure, les aidant ainsi à se dégager du gouffre dans lequel elles s'étaient vautrées pendant la pandémie. Les mois se succédant, avec les nouvelles contaminations qu'on connaît et les deuxièmes vagues de Covid-19 apparaissant çà et là, on a vite réalisé que c'était parti pour que les économies de par le monde subissent la pire des récessions qu'on n'ait jamais connues, reléguant au second plan même celle après la Seconde Guerre mondiale ou encore celle après la crise fi-

nancière de 2008. Maintenant, on parle plutôt d'une reprise "U-Shape" ou même une longue et sévère reprise "L-Shape", là où les frontières sont fermées. Bref, on est relativement loin d'apercevoir la lumière au bout du tunnel, ne serait-ce que pour les prochains mois sinon durant une longue partie de l'année 2021, même au-delà.

Perigeum Capital est une société agissant aussi bien dans le «Listing sponsor» auprès de la Bourse de Maurice et des compagnies, qu'en tant que conseiller au niveau des entreprises. Comment la crise affecte-t-elle les marchés financiers et le monde des affaires ?

Depuis quelque temps déjà, on constate une baisse par rapport aux cotations (*Listings*) sur la Bourse de Maurice, que ce soit au niveau des sociétés qui optent pour un *Equity listing*, ou soit à un degré moindre, les cotations des *Corporate bonds*.

Les raisons sont multiples : la compétition venant d'autres juridictions qui offrent des attraits relativement intéressants aux sociétés internationales désirant se faire coter ; le marché des capitaux de Maurice étant arrivé à un seuil de son développement où une refonte complète s'impose tant au niveau de la profondeur de son marché. Aujourd'hui, il dispose d'un plus large éventail de produits lui permettant de rivaliser avec d'autres plateformes. De même, depuis un certain temps, notre juridiction essaie de s'affirmer comme un centre financier international qui pourrait agir comme un véritable tremplin pour l'Afrique.


Au niveau de Perigeum Capital, notre rôle en tant que *Listing sponsor* est d'apporter le soutien nécessaire concernant les obligations aux règles de cotation de la Bourse de Maurice.

Quant aux clients potentiellement aptes à rechercher une cotation sur la SEM – et nous en avons quelques-uns qui ont manifesté leur souhait pour une cotation éventuelle –, nous mettons à leur disposition notre connaissance, notre expérience et notre réseau de contacts pour la levée de fonds.

On dit de la Bourse qu'elle est le pouls de l'économie. Cela dit, comment la volatilité sur les marchés financiers se reflète-t-elle sur notre économie ?

La notion conventionnelle est que les bourses de valeur sont le reflet des économies auxquelles elles sont rattachées. À l'instar de la Bourse de Maurice où les sociétés cotées sont issues de presque tous les secteurs de notre économie locale, il serait raisonnable de penser que les grands événements qui ont un effet matériel sur l'ensemble de notre économie, ont un impact direct sur les cours boursiers. Ce phénomène repose sur la théorie qu'aussi longtemps que l'information est véhiculée de manière complète et en mode simultané au marché, c'est-à-dire à l'ensemble des opérateurs du marché boursier, y compris les investisseurs potentiels, le prix affiché par une société devrait refléter les informations susmentionnées. C'est une question d'équilibre entre l'offre et la demande.

Or, ce que nous avons constaté que ce soit à Maurice ou sur les bourses internationales, c'est que les cours boursiers ne suivaient pas les tendances des fondamentaux économiques qui étaient eux-mêmes dictés par les effets de la pandémie : les entreprises enregistrant des carences par rapport à leurs revenus, le piétinement des investissements, l'accroissement du chômage,

A portrait of a middle-aged man with dark hair and a goatee, wearing glasses, a white shirt, and a dark blue blazer. He is sitting and looking towards the camera with a slight smile. A watch is visible on his left wrist. The background is a dark, textured wall.

«LA SUBVENTION DE L'ÉTAT NE SE FAIT PAS EN VASE CLOS»

les indicateurs économiques virant au rouge et les ménages faisant les frais de toutes ces secousses.

Néanmoins, il existe quelques explications sur ce qu'on pourrait qualifier d'illlogisme de la réaction des cours boursiers par rapport à la crise pandémique que nous sommes en train de vivre. Il y a le fait que les investisseurs prennent le temps de digérer l'information et leurs décisions reposent des fois sur ce que les autres sont en train de faire. Aussi, il y a ce qu'on appelle obéir à l'instinct de foule. Autrement dit, tout le monde bouge en même temps lorsque le signal est donné : dans le règne animal on peut constater un phénomène similaire, les buffles dans la savane, les rennes dans les contrées enneigées du Grand Nord, les sardines qui se regroupent et bougent dans la même direction pour échapper aux prédateurs.

La crise a contraint les entreprises à revoir leur politique de gestion de risque. Comment un tel exercice doit-il se faire ?

Dans le monde financier, le risque est défini comme étant la possibilité qu'un gain quelconque ne se matérialise pas, qu'un investissement n'aboutisse pas ou même qu'ils se réalisent à un degré moindre étant donné les incertitudes qui planent au niveau de leur concrétisation propre ou de l'économie en général. La notion du risque a toujours été un élément que les entreprises prennent en considération en préparant les prévisions, que ce soit au niveau de leurs objectifs de vente ou les dépenses à être encourues. Il y a le concept de *Risk management* qui est ancré au niveau même de l'élaboration de la stratégie d'entreprise. Toutefois, la pandémie de Co-

vid-19 a eu l'effet d'un coup de fouet car personne ne s'y attendait et la notion du risque, peut-on se permettre de dire, en est en quelque sorte chamboulée.

Comment incorporer le risque au niveau de la stratégie d'entreprise si on n'a nullement idée de ce que pourrait être la cause d'un événement majeur tant au niveau local que mondial ? Sinon, on peut se laisser guider par son instinct du danger potentiel qui pourrait surgir à tout moment. À titre d'exemple, on peut se demander si les chefs d'entreprise ou même les chefs d'État ont déjà pris des dispositions en cas de catastrophe nucléaire résultant d'une troisième guerre mondiale, d'un tsunami énorme capable de pulvériser des villes entières ou de la tombée d'une météorite qui anéantirait une partie du monde ?

Ces questions, hormis celles que l'on se pose de manière générale dans toute entreprise en faisant des prévisions en matière de chiffres à atteindre pour les trois années à venir, sont extrêmement importantes et deviennent de plus en plus pressantes.

La Covid-19 devrait nous servir de signe précurseur d'un avenir incertain dans tous les compartiments de la vie. Il ne suffit que d'un simple virus, de surcroît invisible, pour tout faire basculer. Il est plus que nécessaire, voire primordial, que le risque soit intégré dans l'entreprise et à tous les niveaux de prise de décision, tant au niveau opérationnel, tactique que stratégique.

Il va sans dire que les *Business plans* élaborés par les sociétés pour rechercher un financement au sujet d'un projet quelconque, la recherche d'une cotation sur une Bourse ou tout autre projet qui requerrait un tel document, devraient incorpo-

«ON EST RELATIVEMENT LOIN D'APERCEVOIR LA LUMIÈRE AU BOUT DU TUNNEL»

rer la notion du risque mesuré. Cela implique une connaissance parfaite du présent en ce qui concerne le climat dans lequel l'entreprise évolue et surtout une grande visibilité de l'évolution de l'économie en général et les impacts potentiels si jamais les choses devraient évoluer différemment, surtout sur le terrain négatif. Comme dit le dicton : gérer, c'est prévoir !

Que conseillez-vous aux entreprises qui sont engagées dans une stratégie de relance de leurs opérations ?



Pendant la période suivant la crise pandémique et avec la menace d'une seconde vague qui plane telle une épée de Damoclès sur la stabilité de notre économie, plusieurs sociétés entament difficilement une reprise de leurs activités. Dans une telle situation, les revenus stagnent, ce qui implique une rentrée d'argent moindre dans les caisses et, en parallèle, elles sont confrontées à de nouvelles dépenses de par ce besoin de se réinventer pour à la fois attirer et fidéliser la clientèle qui délaisse progressivement son hibernation pour reprendre ses habitudes de consommateur.

Les dépenses se situent à trois niveaux. Il y a d'abord les dépenses courantes, notamment, les salaires, le loyer, suivies des dépenses ponctuelles qui surgissent de temps à autre et ensuite les dépenses en capital fixe. On constate que presque toutes les entreprises ont des problèmes de trésorerie, hormis quelques secteurs qui, malgré la pandémie, sont en train de faire du chiffre de par les opportunités occasionnées par celle-ci. Par exemple, il y a celles qui évoluent dans le domaine de la distribution. Pour d'autres, c'est une question de rentrée d'argent avec des ventes amoindries, des débiteurs se faisant attendre et ces factures qui demandent à être réglées. Tout cela fait que la pression sur le cash-flow est énorme.

L'astuce se révèle être de retarder les paiements aussi longtemps que possible sans toutefois rompre les liens avec les fournisseurs et essayer de faire rentrer l'argent aussi vite que possible.

En ce qui concerne les emprunts, le remboursement du capital et des intérêts font actuellement l'objet d'un moratoire d'après la loi. Mais après la levée de ce moratoire, c'est-à-

dire, après décembre 2020, les paiements vont être dus à coup sûr. Il s'agit de bien agencer les recettes et rentrées d'argent aux dépenses pour essayer d'éviter toute mauvaise surprise. Les dépenses qui ne sont pas nécessaires sont à mettre de côté ou même ignorées. Dans certains cas, elles seront appelées à ne plus exister car il y a changement au niveau du choix de ne pas aller de l'avant avec tel projet qui ne serait plus viable vu les conditions actuelles. Il faut se rendre compte que nous ne sommes pas tout à fait sortis de la crise et la prudence reste de mise.

Les dépenses de capital fixe devraient être repoussées autant que possible en attendant que la tempête se calme. Il faudrait songer à soulager la société en repoussant le paiement des dividendes aux actionnaires à une date ultérieure, c'est-à-dire quand celle-ci aura les moyens de les payer car il y a plus pressant pour le moment. Il est également nécessaire d'établir un plan rigoureux de gestion de cash-flow sur une base régulière, soit journalière soit hebdomadaire, dépendant de la situation de la position du cash. Cela dans l'optique de permettre une identification précoce de troubles irréversibles susceptibles de surgir. Il s'agit aussi de ne pas prendre de décisions hâtives, par exemple licencier les employés à tort et à travers sauf en cas d'urgence ou de dernier recours pour sauver l'entreprise. Et pour cause, lors de la reprise, on aura certainement besoin de main-d'oeuvre.

Sur le papier, Maurice se positionne à la 13^e place du classement de sur la facilitation des affaires. Toutefois, certains pays africains à l'image du Rwanda semblent nous



«NOUS N'AVONS PAS SUFFISAMMENT DÉVELOPPÉ NOTRE PORT FRANC»

devancer en termes d'attractivité et de compétitivité. N'avez-vous pas le sentiment que nous nous reposons trop sur nos acquis ?

Tel qu'on a pu le constater lors des dernières années, la facilitation des affaires a un rôle primordial à jouer quand il s'agit de favoriser la croissance d'un pays. Comme dans la plupart des cas, les goulots d'étranglement propres à l'écosystème de chaque pays enfrentent la bonne marche des opérations et ont un effet dévastateur sur le business. Comment ainsi se débarrasser de ces obstacles et faire d'une juridiction un *business hub* prisé ?

Dans cet élan, les pays africains comme le Rwanda, par exemple, ont entamé depuis peu des réformes structurelles dans leurs économies respectives. Le Rwanda a ainsi été propulsé vers de nouveaux sommets en termes d'attractivité et de compétitivité. Cependant, le Rwanda demeure un pays enclavé, sans port, toute communication avec l'extérieur se faisant par avion et train, entre autres. Cela ne l'a pas empêché toutefois de réaliser de grands développements en un espace de temps relativement réduit.

Par contre, Maurice a d'autres atouts. Nous sommes entourés d'eau, mais il est regrettable de constater que notre port n'est pas assez sophistiqué. Il faut aussi reconnaître que nous n'avons pas suffisamment développé notre port franc.

Par ailleurs, la sécurisation de notre zone maritime est une priorité. Voyez ce qui s'est passé dans l'Est et le Sud-Est de notre île récemment. On ne peut se permettre de prendre à la légère les défis qui nous confrontent sinon on se fera devancer et le rattrapage se fera avec maintes difficultés. Imaginez ce qui se passera si Madagascar se réveille tout à coup et son économie se développe rapidement, entraînant dans son sillage, la modernisation de ses ports.

On se doit de favoriser les marchés de niche où nous pouvons apporter notre savoir-faire avec de la valeur ajoutée. Il faut nous démarquer de nos compétiteurs en nous basant sur nos offres uniques et qui ne peuvent être copiées. Il ne faudrait pas qu'on emboîte le pas à nos concurrents car nous n'avons pas les mêmes structures, que ce soit la base de clients ou les coûts.

Perigeum Capital est aussi en relation avec les investisseurs étrangers et les entreprises étrangères souhaitant investir ou s'installer à Maurice. Dans quelle mesure l'inclusion de Maurice sur la liste noire de l'Union européenne risque-t-elle d'impacter les investissements transfrontaliers transitant par la juridiction ?

L'inscription de Maurice sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI) suivie de la décision de la Commission européenne de le placer sur sa liste noire – liste qui comprend les pays avec des déficiences stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme – joue définitivement en notre défaveur, que ce soit en termes d'impact direct ou indirect sur notre réputation ou par rapport à notre compétitivité vis-à-vis de nos concurrents.

D'ailleurs, au niveau de Perigeum Capital, nos clients et contacts nous questionnent constamment sur les possibles retombées d'être sur la liste noire et ce que cela implique pour le pays, le commerce sur le plan international et transfrontalier, les secteurs affectés par une telle décision et ce que les autorités concernées font pour nous extirper de ce pétrin.

Somme toute, ce n'est pas seulement le global business qui est affecté, mais toute l'île Maurice. Je parle là de tout ce beau monde qui côtoie ce secteur, soit les professionnels allant des experts-comptables aux experts en droit ou secrétaires de compagnie, mais aussi les sociétés de transport, les hôtels, les banques et autres institutions financières. In fine, c'est le secteur du global business qui en fait les frais, mais il y a aussi tous les secteurs opérant à côté qui essuient des

«PRESQUE TOUTES LES ENTREPRISES ONT DES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE»

revers également.

Néanmoins, les investisseurs étrangers et sociétés étrangères qui connaissent Maurice et qui ont l'habitude de traiter avec nos concitoyens professionnels ou entreprises locales ne souhaitent qu'une chose : le plus vite que Maurice pourra sortir de la liste noire, le mieux ce sera pour tout le monde. Car ils ne se fient pas aux apparences que peuvent bien faire accroire nos concurrents en la matière, mais bien au contraire, ils affectionnent notre savoir-faire, nos compétences et notre disponibilité. Il y a tant de facteurs qui ont contribué au développement de notre plateforme financière au cours de ces trois dernières décennies qu'il ne suffit pas d'une seule décision, unilatérale soit-elle, pour tout balayer d'un revers de la main et tout effacer en un clin d'œil. Il y a définitivement des années d'efforts, de compétences et d'expertises acquises à l'international, des connexions qui se sont nouées de façon indélébile. Cette fibre entrepreneuriale acquise depuis le temps où l'ouverture de notre économie vers l'international s'est faite, nous assurera, sans aucun doute, pas seulement la préservation de nos acquis à tout prix, mais celle de notre attrait vis-à-vis du monde extérieur qu'il soit financier, industriel ou touristique.

Nirvan ARMOOGUM
PHOTOS: Kevin MEMRAJ

